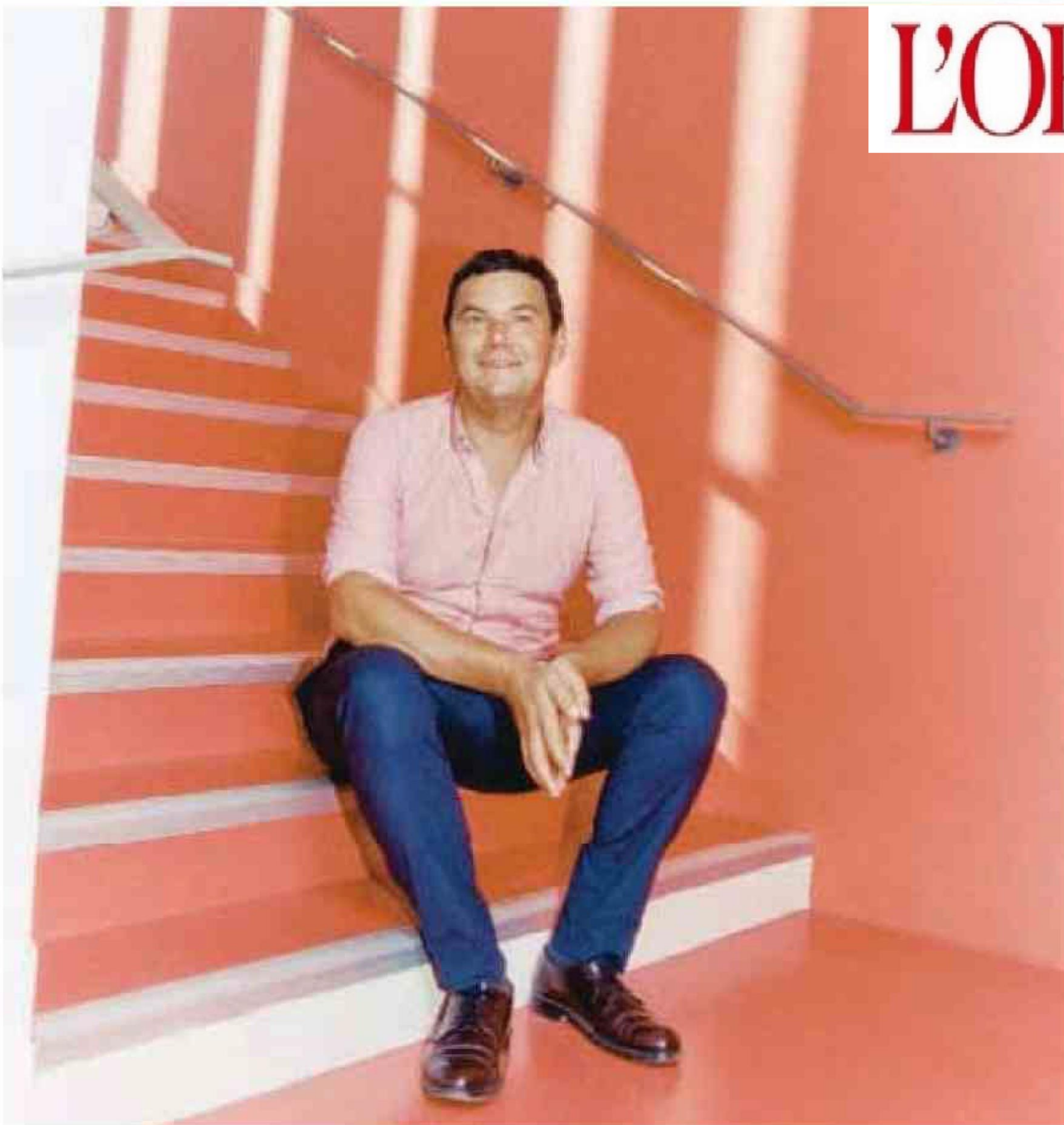


REVUE DE PRESSE

General Film Corporation & Upside
Présentent

L'accroissement des inégalités, **ça vous choque ?**





AVANT-PREMIÈRE

Piketty cinéaste

Vous avez eu mal à la tête en essayant de lire « le Capital au XXI^e siècle » (2,5 millions d'exemplaires vendus dans le monde) ou, plus récemment, « Capital et idéologie » (Seuil) ? Pas de panique. Le film de Thomas Piketty et Justin Pemberton, qui s'intitule aussi « le Capital au XXI^e siècle » (*en salles le 18 mars*), est limpide. On comprend tout. Crise migratoire, héritage du colonialisme et de l'esclavage, concentration des richesses, accroissement des inégalités, tout est là, mis en images. Les interventions de divers économistes (Fukuyama, Stiglitz, entre autres) replacent la théorie économique au cœur du flux de l'Histoire. Depuis la chute du communisme, y a-t-il un autre chemin que le capitalisme, ce virus qui a déjà muté plusieurs fois ? Derrière la caméra, Piketty s'interroge, et nous avec lui.

FRANÇOIS FORESTIER

LE CAPITAL AU XXI^E SIÈCLE **PAR JUSTIN PEMBERTON ET THOMAS PIKETTY**

Documentaire français (1h43).

★★★★☆ Signaler que ce documentaire est une adaptation du livre de Thomas Piketty est le plus sûr moyen de rebuter le spectateur, qui pourrait craindre un film austère et dogmatique. C'est tout le contraire. Sans rien perdre de l'acuité de son enquête sur le capitalisme moderne, ses racines ainsi que ses conséquences idéologiques et politiques, cet essai cinématographique-financier est passionnant, rigoureux, optimiste et pétillant de références pop. Vulgarisateur sans tomber dans la simplification, pédagogique sans jamais être doctrinaire, ce film est pétri de réflexions salutaires pour espérer sauver notre avenir.

X. L.

18 MARS | ★★☆☆

LE CAPITAL AU XXI^E SIÈCLE

Thomas Piketty adapte son best-seller international et signe un documentaire engagé, pop et parfait de pédagogie pour les néophytes en économie.

Au départ, il y a un best-seller. Publié en 2013 en France, *Le Capital au XXI^e siècle* a ensuite été traduit et distribué dans plus de 40 pays dans le monde (un quasi record pour un essai de ce type aussi volumineux) avec à la clé plus de 3 millions d'exemplaires écoulés. Il faut dire que Thomas Piketty y développe la question au cœur des crises à répétition – économiques, sociales, politiques – de nos démocraties occidentales : l'aggravation exponentielle des inégalités entre les plus riches et les plus pauvres. Il prouve par A + B la responsabilité du capitalisme non régulé dans ce gouffre qui provoque le glissement des peuples vers les leaders populistes et extrêmes. Et il ne se contente pas d'un simple constat mais propose des mesures concrètes (création d'un impôt mondial sur le capital...) pour corriger ce qui nous amène tout droit vers des lendemains cauchemardesques. L'adaptation au cinéma de son essai (avec le documentariste Justin Pemberton) prolonge son travail avec ce souci intact de pédagogie. Outre la participation d'intervenants aux propos jamais abscons, le duo utilise la pop culture (tubes dont les paroles traduites s'affichent à l'écran, les Simpson...) pour appuyer



© STUDIO CANAL

sa démonstration et raconter le passé qui s'est déroulé sous nos yeux afin d'essayer d'en modifier le futur. Le résultat fait rimer engagement et légèreté en cherchant toujours à aller au fond des choses sans perdre le spectateur peu au fait des théories économiques. À la manière de ce qu'*Une vérité qui dérange* a pu apporter à la cause écologique. On lui souhaite le même destin. ♦ Ic

ALLEZ-Y SI VOUS AVEZ AIMÉ *Cleveland contre Wall Street* (2010), *Inside Job* (2010), *The Big Short : Le Casse du siècle* (2015)

Pays France, Nouvelle-Zélande • **De** Thomas Piketty & Justin Pemberton • **Documentaire** • **Durée** 1h43

Thomas Piketty

Le Journal
du Dimanche

« Nous avons besoin d'un vrai tournant social »

DIAGNOSTIC Pour l'économiste des inégalités, Emmanuel Macron « ne parvient pas à concevoir un redémarrage différent de l'économie », en dépit de ses promesses

PROPOSITIONS Alors que sort le documentaire tiré de son best-seller, « Le Capital au XXI^e siècle », il appelle à une mondialisation plus équitable

BRUNA BASINI ET EMMANUELLE SOUFFI

Dans son étroit bureau de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), l'inspirateur des mouvements de gauche livre un bilan sans concession de la politique économique d'Emmanuel Macron, avant et après le Covid-19. Celui qui radioscopie les inégalités à coups de livres à succès conspue le discours sur les premiers de cordée et regrette que le Président ne donne pas une couleur plus environnementale et sociale à la seconde partie de son mandat, « une erreur politique, historique, économique ». Plus que pour une taxation exceptionnelle en raison de l'épidémie, Thomas Piketty plaide pour le rétablissement de l'impôt sur la fortune (ISF). La mise à contribution des plus favorisés fait partie des leitmotifs de ce chercheur qui a soutenu le candidat Hollande en 2012 avant de prendre ses distances une fois celui-ci installé à l'Élysée. L'économiste avait ensuite rejoint en 2017 l'équipe de campagne du vainqueur de la primaire socialiste, Benoît Hamon, pour s'occuper du traité budgétaire européen. Tout en se consacrant à ses best-sellers.

Dans le documentaire tiré de votre dernier livre, que vous coréalisez et qui sort mercredi, vous pointez le rôle des facteurs politiques et idéologiques dans l'évolution des inégalités. Les choix du gouvernement en sont-ils le reflet ?

Oui. J'étudie la façon dont différentes sociétés essaient de justifier un certain niveau d'égalité ou d'inégalité au travers de choix politiques. Le discours sur les premiers de cordée du début de quinquennat, qui reste un marqueur phare, avec une promesse de prospérité pour tous à condition de donner davantage de moyens financiers aux plus favorisés, de récompenser le succès, ceux qui créent des entreprises et investissent, pourrait dans l'absolu être convaincant. En l'occurrence, il est décalé par rapport à la réalité historique de ce que l'on vit. Macron apparaît à contretemps.

C'est-à-dire ?

C'est un discours qui ressemble beaucoup à la vague reaganienne des années 1980, qui avait le vent en poupe dans les années 1990 quand Emmanuel Macron étudiait à Sciences-Po mais qui aujourd'hui est inadapté. Et ça explique en grande partie le malaise social actuel. Les deux défis de notre temps sont les inégalités et le réchauffement planétaire. L'idée selon laquelle la priorité des priorités c'est la suppression de l'impôt sur la fortune n'est pas une lecture convaincante de l'histoire et des besoins de la société. Ces choix correspondent aux intérêts de ceux qui ont financé la campagne d'Emmanuel Macron. Au-delà de la question des donateurs, qui pose tout de même de sérieux problèmes, le fait est que l'électorat d'En marche au premier tour de l'élection présidentielle et aux européennes est objectivement très favorisé socialement, et a beaucoup de mal à comprendre la demande de justice qui s'exprime dans le reste du pays.

Trois ans après l'élection d'Emmanuel Macron, la société est-elle plus inégalitaire ?

Objectivement, des cadeaux fiscaux ont été faits aux plus riches, et ce de

façon très importante. À l'orée de 2020, Emmanuel Macron aurait pu faire d'autres choix et mettre le climat ainsi que la réduction des inégalités au cœur de ses priorités pour donner une autre tonalité à la deuxième partie de son mandat. Il ne l'a pas fait. C'est une erreur politique, historique, économique considérable. L'opinion n'a jamais validé ses orientations sur les premiers de cordée et l'ISF. Ceux qui ont voté pour lui au second tour, dont je fais partie, l'ont fait uniquement pour barrer la route à Marine Le Pen.

Selon vous, le gouvernement gère-t-il bien cette sortie de crise ?

Malheureusement, non ! Car Emmanuel Macron reste prisonnier de son idéologie élitiste et inégalitaire de début de mandat. Il ne parvient pas à concevoir un redémarrage différent de l'économie. Il faudrait investir dans de nouveaux secteurs, augmenter les salaires, embaucher dans la santé, l'éducation, la rénovation thermique dans des proportions très importantes afin de compenser les énormes pertes d'emploi que l'on va avoir dans d'autres secteurs. Ce qu'Emmanuel Macron propose n'est pas à la hauteur car il continue d'être dans un dogme où la relance des emplois et des salaires par la puissance publique ne lui convient pas. J'ai peur qu'il nous fasse perdre beaucoup de temps en faisant croire que personne n'aura à payer pour cette crise, et surtout pas les plus riches. Or on sait déjà que c'est faux puisque le gouvernement a décidé de prolonger la CRDS [*contribution pour le remboursement de la dette sociale*] alors qu'elle aurait dû disparaître. Ça représente 0,5 % de perte de pouvoir d'achat pour tous les revenus, y compris les plus bas salaires, plus de 7 milliards d'impôts en plus chaque année. On est dans l'hypocrisie la plus complète.

Vous réclamez donc le rétablissement de l'ISF ?

Cette question ne devrait même plus se poser ! Le rétablir devrait être une évidence pour tout le monde et nous devrions déjà être en train de discuter de la question d'avoir un ISF rénové, qui rapporte plus de 10 milliards d'euros par an, plus moderne dans son fonctionnement, avec des déclarations préremplies empêchant la fraude. Un modèle économique plus durable et plus équitable le nécessite. Mais Emmanuel Macron tient mordicus à reprendre le fil de son récit. Or on ne peut pas avoir confiance en l'avenir sans justice ni égalité. Mais Emmanuel Macron est buté. Espérons que les parlementaires le soient moins.

Cette suppression reste-t-elle son péché originel ?

Le bouclier fiscal de Nicolas Sarkozy était une façon indirecte de supprimer l'ISF. Et à la fin de son mandat, il a été obligé de revenir en arrière. La suppression à la mode Macron tente elle aussi de biaiser en conservant une imposition sur le patrimoine immobilier. Sauf que les plus grosses fortunes sont à 90 % financières ! Par ailleurs, la logique économique du dispositif est complètement nulle. Quelqu'un qui dispose de 2 millions d'euros, s'il construit un immeuble et qu'il crée des emplois, va payer la taxe foncière et l'impôt sur la

fortune immobilière ; celui qui place cette somme dans un portefeuille financier à l'autre bout du monde sera exonéré de tout. Ce raisonnement ne tient pas la route ! Pour faire passer la pilule d'un énorme cadeau fiscal pour les plus riches, on a inventé une justification sur le prétendu pouvoir créateur d'emploi du patrimoine financier. C'est de la pure idéologie, car seule compte la destination réelle de l'investissement.

Que pensez-vous de l'idée de créer un « impôt Covid » pour les plus hauts revenus ?

L'impôt sur le revenu est nécessaire. Mais on a aussi besoin d'imposer le patrimoine. L'un et l'autre sont des indicateurs utiles de la capacité des contribuables à financer les charges publiques. En France, le principal impôt sur le patrimoine, c'est la taxe foncière, qui rapporte chaque année 40 milliards d'euros et qui est totalement injuste dans son fonctionnement. Si vous avez un appartement de 200 000 euros et un emprunt de 190 000 euros, vous payez la même taxe foncière que celui qui a un portefeuille financier de 2 millions d'euros en plus de son appartement de 200 000 euros. L'ISF permettait de corriger un peu ça et on l'a supprimé. Il faudrait alléger la taxe foncière des personnes qui cherchent à accéder à la propriété, et la financer par un alourdissement sur les multimillionnaires.

Les différents plans de relance ne vous semblent-ils pas aller dans le bon sens ?

Soutenir l'aéronautique, l'automobile, le tourisme... D'accord, mais ce n'est pas suffisant ! Sur la santé, l'environnement, l'éducation, il n'y a rien de probant ! On a été confinés pendant très longtemps et on a tous eu beaucoup de temps pour réfléchir à la vie d'après. Et le Président nous dit : « *Laissez-moi encore jusqu'au mois de juillet* » ! Emmanuel Macron

s'enferme dans le monde d'après. Le risque, c'est que l'on reparte exactement comme avant, qu'on laisse la Banque centrale européenne [BCE] faire tout le travail avec les mêmes effets pervers qu'en 2008, où la création monétaire avait dopé les cours boursiers et les prix immobiliers en enrichissant les plus riches et en abandonnant les autres.

Notre niveau d'endettement devient-il alarmant ?

Dans l'Histoire, il y a de nombreux précédents. On a déjà connu, dans les périodes d'après-guerre notamment, des niveaux d'endettement pouvant aller jusqu'à 200 % du produit intérieur brut. Une première méthode de réduction consiste à rembourser nos dettes pendant des décennies, comme l'a fait le Royaume-Uni au XIX^e siècle. Ce sont autant d'années d'austérité. Je ne pense pas que ce soit souhaitable. Ceux qui s'en sont le mieux sortis historiquement sont les pays qui ont imposé des prélèvements exceptionnels sur les plus hauts patrimoines privés, comme l'Allemagne, à hauteur de 50 % entre 1945 et 1955, et le Japon, à hauteur de 80 % durant la même période. Cette politique leur a permis de se débarrasser très vite de leurs dettes et de reconstruire leur économie avec des capacités d'investissement dans les infrastructures et l'éducation

qui ont généré de la croissance. L'autre méthode, c'est l'inflation, comme l'avait fait l'Allemagne dans les années 1920, mais c'est très inégalitaire et ça frapperait en priorité les pauvres et l'épargne des classes moyennes. Aujourd'hui, nous disposons aussi d'autres outils, comme ce qu'a déjà entrepris la BCE en prenant sur son bilan pour racheter des dettes publiques. Il faut aller plus loin en assumant une vraie politique d'investissement public, puis utiliser un prélèvement exceptionnel sur les plus hauts patrimoines privés dès que l'inflation atteindra 2 % ou 3 %.

La situation de la jeunesse vous inquiète-t-elle ?

C'est le plus grand gâchis depuis dix ans. Notre jeunesse a rempli sa part du contrat, travaillé dur pour avoir le bac et faire des études. Le nombre d'étudiants a augmenté de 30 % mais le budget de l'enseignement supérieur n'a absolument pas suivi. Les places disponibles, en particulier en IUT et BTS pour les bacheliers technologiques, sont insuffisantes. Elles sont prises par des bacheliers généraux qui eux-mêmes fuient un système mal financé. C'est un gâchis gigantesque.

Avec l'épidémie, il y a eu six mois de blanc complet, qui viennent après un début d'année très chahuté par les grèves sur les retraites. Aujourd'hui, on a besoin d'un plan d'investissement massif.

L'exécutif est-il sous-investi dans l'enseignement supérieur ?

Oui, et ce qui fait qu'un pays trouve sa place dans un système économique international, c'est cet investissement en capital humain. Il y a un double discours avec d'un côté la start-up nation et l'innovation, et de l'autre la paupérisation de l'enseignement supérieur. Le budget total des universités, hors recherche, stagne autour de 12-13 milliards d'euros depuis dix ans. En récupérant les 5 milliards d'euros perdus avec l'ISF et la *flat tax*, on augmenterait leurs moyens de 40 %.

L'ascenseur social est-il à l'arrêt ?

On a un problème de justice éducative, et depuis longtemps. Après guerre, nous avons un objectif général de hausse de niveau jusqu'au secondaire. Aujourd'hui, plus de la moitié d'une classe d'âge va dans l'enseignement supérieur sans qu'on ait pris au sérieux la manière dont on allait l'accueillir. Ça entraîne une perpétuation des inégalités, une réduction de l'accès à la culture, ainsi qu'un ralentissement de la croissance et une perte de productivité. Avant la Première Guerre mondiale, 0,5 % du revenu national était investi dans l'éducation. Aujourd'hui, nous sommes à 6 %, mais ce chiffre stagne depuis les années 1980-1990 dans tous les pays occidentaux.

La richesse n'est-elle pas concentrée sur les seniors ?

Il y a une extrême concentration du patrimoine en France dans toutes les tranches d'âge. Les 50 % des plus pauvres détiennent à peine 5 % du patrimoine total, alors que les 10 % les plus riches en possèdent 55 %, et 1 % parmi les plus riches, 25 %. Je suis pour une société où tout le monde pourrait participer à la vie économique. Quand vous n'avez que des dettes, vous êtes obligé de tout accepter en matière d'emploi ou de salaire parce que vous devez sortir un loyer chaque mois. Si chacun possédait 120 000 euros à 25 ans, un niveau proche du patrimoine médian actuel, il retrouverait du pouvoir sur sa propre vie.

Emmanuel Macron a dit que nous devons « travailler davantage ». Faut-il rouvrir le débat sur les 35 heures ?

Ce serait une erreur complète : certains se retrouveraient à travailler 40 heures alors que d'autres ont bien du mal à travailler 35 heures. Durcir les conditions de travail est malheureusement une tentation qui existe dans plusieurs pays, comme la France, mais aussi l'Inde, qui a décidé de suspendre l'application du Code du travail pour remettre plus vite les gens au travail. En réalité, après cette crise, nous avons surtout besoin d'un effort de réduction des inégalités, d'un véritable tournant social, de plus de solidarité.

Cette crise sonne-t-elle le glas du capitalisme, dont vous dénoncez les travers depuis de nombreuses années ?

Après la crise financière de 2008, cette crise sanitaire peut constituer un tournant dans nos modèles économiques. Elle va relégitimer les services publics et le rôle de l'État. Mais elle peut aussi réactiver un discours nationaliste et de repli sur les frontières. La question, c'est : quel souverainisme faut-il ? Ce mot se prête à de nombreuses interprétations. Est-ce un souverainisme redistributif, avec une mondialisation contrôlée, luttant contre les inégalités et sanctionnant les pays non coopératifs ? Ou bien un souverainisme nationaliste qui oppose les identités entre elles à coups de dumping fiscal ? C'est ce qu'a

fait Donald Trump aux États-Unis, ce que ferait aussi Marine Le Pen. Et ce qu'Emmanuel Macron a également contribué à mettre en place en diminuant la fiscalité des plus riches et l'imposition des sociétés. On aime bien chez nous opposer les présidents français et américain. Mais en réalité, ils ont beaucoup de points communs en matière économique.

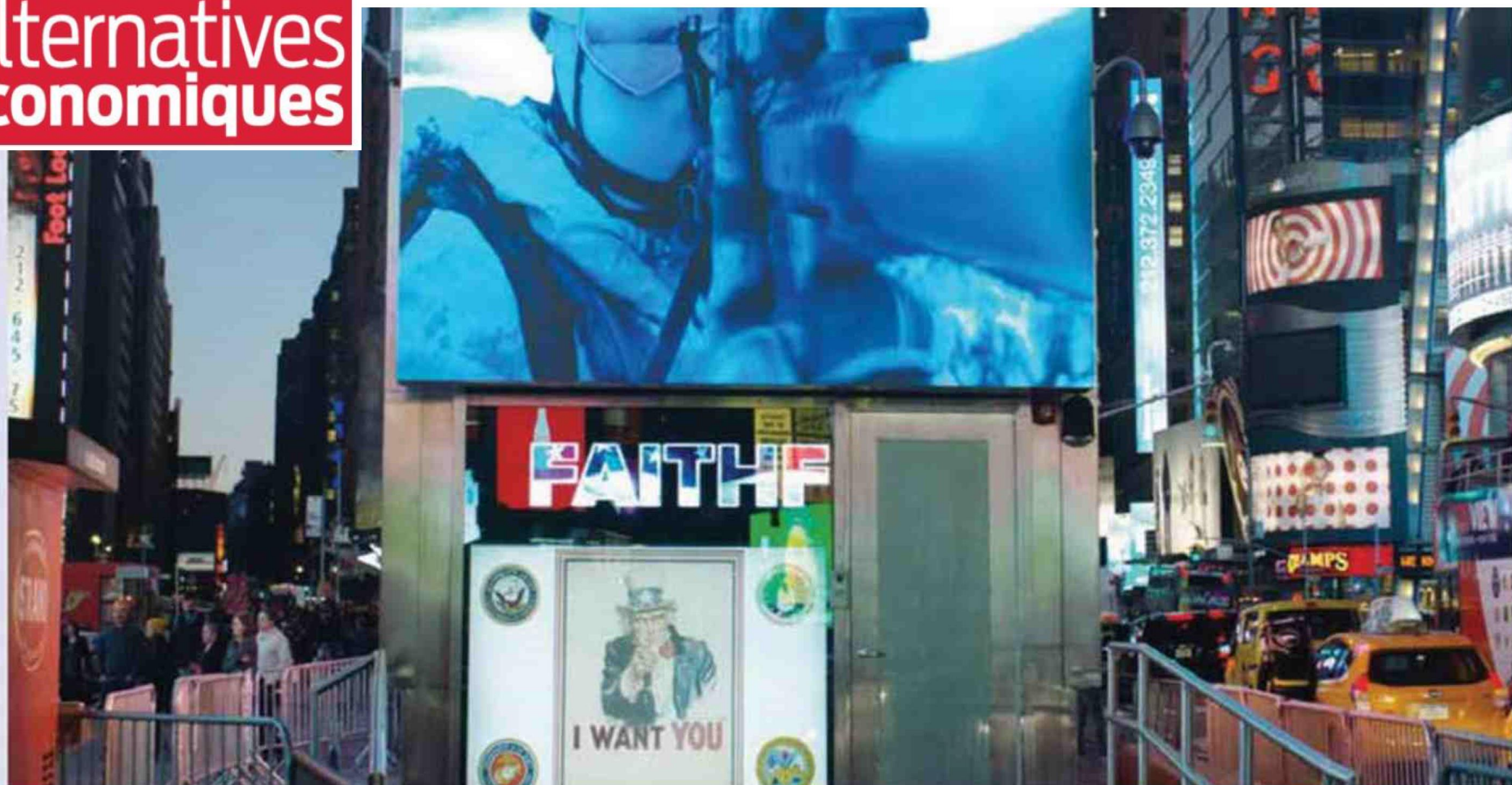
Notre modèle social n'a-t-il pas toutefois prouvé son efficacité ?

La crise sanitaire l'a montré : notre système de chômage partiel fonctionne si on a un emploi stable et un CDI. Mais il n'est pas adapté à tous ceux qui ont des statuts précaires : intérimaires, autoentrepreneurs, CDD... Depuis dix ans, nous avons laissé se former beaucoup de trous dans le filet avec des statuts peu protecteurs en cas de coup dur. Finalement, cette crise nous a aussi appris que l'on peut beaucoup mieux faire. ●

« Le plus grand gâchis depuis dix ans, c'est celui de notre jeunesse »

UN ÉCONOMISTE ENGAGÉ

Thomas Piketty, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), a connu le succès avec « Le Capital au XXI^e siècle », qui s'est écoulé à 2,5 millions d'exemplaires, a été traduit en 40 langues et décliné en un documentaire qui sort demain en salles. Son dernier ouvrage, « Capital et idéologie », paru en 2019 en France, est sorti début 2020 aux États-Unis. Proche du Parti socialiste, l'économiste, éditorialiste à « Libération », fait partie de ces experts médiatisés pour leurs travaux, mais aussi pour leur engagement et leur franc-parler.



DOCUMENTAIRE

Richesse et damnation !

Le capital au XXI^e siècle, de Thomas Piketty, adapté en film : un exploit et plutôt une réussite. Le documentaire retrace de façon accessible l'évolution des inégalités et de la place du capital dans le partage de la richesse.

Le capital au XXI^e siècle

Par Thomas Piketty et Justin Pemberton, en salles le 18 mars.

Il est des ouvrages qu'on imagine peu se prêter à une adaptation. Incontestablement, Le capital au XXI^e siècle, de Thomas Piketty, en fait partie : si on laisse de côté l'annuaire téléphonique, peu de livres paraissent plus difficiles à porter à l'écran que ce pavé de plus de 1 000 pages restituant la marche du capitalisme en s'employant à mettre à jour les résultats d'une base de données inédite sur la dynamique des patrimoines dans le monde sur plusieurs siècles. Et pourtant, telle est la tâche à laquelle s'est attelé son auteur avec le réalisateur néo-zélandais Justin Pemberton. Et le pari est plutôt réussi. Il alterne images d'archives en tout genre, allant d'un extrait des *Raisins de la colère*, de John Ford, à celui d'un épisode des *Simpson* post-crise des *subprime*, et commentaires, face caméra, de nombreux spécialistes,

économistes, historiens, politistes, dont Joseph Stiglitz, Kate Williams ou Francis Fukuyama, mais aussi des consultants et même la rédactrice en chef du magazine du *Financial Times* tenant des propos que ne renierait pas son confrère de *L'Humanité dimanche* ! Par ce biais, le film réussit à rendre la teneur du best-seller de Piketty, qui intervient lui-même par moments.

QUESTION D'ÉQUITÉ

On va ainsi de la société d'Ancien Régime, où les inégalités abyssales fixées à la naissance étaient aussi immuables que la coiffe des aristocrates, à celle de ce début du XXI^e siècle où les poids de l'héritage et de la rente sont redevenus écrasants. Ces derniers ont certes été arasés par l'effet des deux guerres mondiales et surtout la mise en place de régulations, à commencer par le développement de

l'Etat social au XX^e siècle. Mais le néolibéralisme, incarné par Margaret Thatcher et Ronald Reagan, est venu saper la progression de la mobilité sociale.

Cette dynamique délétère se résume en un simple constat : le taux de rentabilité du capital excède sur le long terme celui de la croissance de la production. Ce qui augmente mécaniquement la part du capital dans le partage des richesses. Toutefois, précise l'économiste, cela ne serait pas un problème s'il était équitablement réparti, ce qui est (très très) loin d'être le cas. D'où sa proposition d'un impôt progressif mondial sur le capital. Reste pour cela à mettre en place le rapport de force politique nécessaire, ce qui implique une bataille idéologique à laquelle Piketty entend contribuer.

Outre une forme plus accessible, le film apporte quelques « bonus » au livre : ainsi, cette expérience de psychologie consistant à faire jouer deux personnes au Monopoly en attribuant plusieurs privilèges à l'un par tirage au sort. Elle révèle la forte tendance à s'attribuer le mérite des fruits du hasard et à considérer la richesse comme une marque de supériorité méritée. Edifiant. Si le film ne remplace pas la lecture de l'ouvrage, il y propose une séduisante invitation, et apporte un précieux récit alternatif à celui, dominant, qui s'applique à légitimer les inégalités. Une dimension à laquelle Piketty consacre son dernier opus. Et certains attendront la sortie du film *Capital et idéologie* comme d'autres le dernier épisode de leur saga préférée !

■ Igor Martinache



Lisez également sur alternatives-economiques.fr :
« Nos futurs » sur le documentaire 2040 et « Finistère de combats » sur le documentaire Plogoff. Des pierres contre les fusils.

Quand le grand écran met en scène l'économie folle

Justin Pemberton et Thomas Piketty cosignent "le Capital au XXI^e siècle", un documentaire foisonnant inspiré par le best-seller de l'économiste. L'occasion d'évoquer les meilleurs films récents consacrés aux dérives du système financier. **PAR OLIVIER DE BRUYN**



Le *Capital au XXI^e siècle*, de Thomas Piketty et Justin Pemberton. En salles depuis le 18 mars.

Thomas Piketty ne se contente pas de triompher en librairie et de multiplier les interventions médiatiques. Avec le documentariste Justin Pemberton, il cosigne aujourd'hui son premier film : *le Capital au XXI^e siècle*, une adaptation de son best-seller publié en 2013 qui radiographie, entre autres, les conséquences des politiques néolibérales des dernières décennies sur les équilibres ou plutôt les déséquilibres de nos sociétés : soumission aux diktats de la finance, essor des paradis fiscaux, concentration des richesses et de la propriété (1 % de la population mondiale possède plus que les 99 % restants), accroissement des inégalités et dégradation du niveau de vie « moyen » (deux tiers des habitants des « pays riches » seront plus pauvres que leurs parents), on en passe et des pires.

Dans ce documentaire foisonnant balisé par les interventions de nombreux économistes en lutte contre la « pensée unique » – Faiza Shaheen, Gillian Tett, Gabriel

Zucman –, Piketty reprend en toute logique les théories et les propositions principales de son essai. « *Tout comme dans son livre*, souligne Justin Pemberton, *il était essentiel pour Thomas que le film retrace avec précision l'histoire du capital afin de mettre en perspective son évolution au XXI^e siècle. La thèse centrale de Piketty consiste à dire que l'extrême concentration du capital rappelle les niveaux d'inégalité constatés en Europe et aux Etats-Unis aux XVIII^e et XIX^e siècles. Le film suggère que nous risquons de revenir à un monde où la classe moyenne serait rayée de la carte en s'appauvrissant presque autant que les plus démunis, tandis que les plus hauts patrimoines se concentreraient entre les mains de quelques privilégiés qui, pour la plupart, ne se sentiraient pas obligés de payer des impôts.* »

Passionnant d'un point de vue politique et économique, le film ne se contente pas d'aligner des chiffres et des faits mais évoque également la façon dont la culture et la « pop culture » (littérature, cinéma, sitcom, musique populaire, etc.)

rendent compte du rapport des sociétés au capital. Nourri par des extraits de films – *les Raisins de la colère*, de John Ford (1940), *Wall Street*, d'Oliver Stone (1987) –, le documentaire montre que Thomas Piketty observe avec une attention toute particulière l'univers des images. Ce que l'intéressé confirme dans la note d'intention du documentaire. « *Quand Justin m'a proposé ce projet, je me suis dit que tourner ce film était un moyen extraordinaire de toucher un public à la fois différent et plus large, et, surtout, de recourir à une autre forme d'expression pour parler du capital au XXI^e siècle. Je crois à la langue des sciences sociales, mais j'estime aussi qu'elle est insuffisante et qu'elle doit être complétée par le langage des romans, de la BD, de la culture populaire, de l'art en général.* » A sa manière, ce documentaire instructif et pédagogique constitue un contrepoint théorique à plusieurs fictions des dernières années qui, au cœur du système de la finance et des banques en panique, ont zoomé avec vigueur sur les dérives de l'ultralibéralisme. Flash-back en cinq étapes.

LE TEST DE LA SEMAINE



Dianhana Distribution

Ciné : **Le Capital au XXI^e siècle**, tiré du livre de Piketty

Le documentaire **Le Capital au XXI^e siècle** est l'adaptation du livre à succès du même nom (plus de 2,5 millions d'exemplaires vendus). Coréalisé par l'économiste Thomas Piketty, l'auteur du best-seller, et Justin Pemberton, il sort le 18 mars.

+ • Le documentaire traite de l'impact sur la société de la répartition des richesses, depuis le XVIII^e siècle. Qu'on partage l'avis de l'auteur ou non, ça fait

réfléchir sur le pouvoir des classes aisées, les impôts, la consommation, la finance...

- Les images sont variées : interviews, extraits de films, archives, plans immersifs (dans des rues, un centre commercial, etc.)... C'est pop, dynamique, pas ennuyeux.
- La musique n'est pas secondaire ! Les chansons (de Lorde, The Weeknd, Aretha Franklin...) ont été choisies avec soin pour leur texte illustrant le propos.